

LA VIE ÉCONOMIQUE

L'accord de Vienne reste fragile mais le prix monte

 Jean-Pierre Legault

TROIS JOURS après la conclusion d'un nouvel accord entre les membres de l'OPEP sur les quotas de production, les prix du pétrole conservaient, hier, leur vigueur nouvelle. Le pétrole de référence au plan international, le Brent du Nord, a ainsi clôturé à \$ 14.43 US le baril, reléguant aux oubliettes la récente période noire où il se transigeait sous le seuil des \$ 10 US. Le West Texas Intermediate, après un bond de \$ 1.68 US lundi, maintient lui aussi sa force et a clôturé à \$ 15.30 US.

L'entente de Vienne demeure fort fragile et ses objectifs sont loin d'être assurés. L'OPEP a survécu donc aux récentes secousses mais sa santé demeure mauvaise. Ses membres devront faire montre d'une rigueur qui leur fait souvent défaut et parvenir à un accord avec les autres pays producteurs qui assurent les deux tiers de la consommation mondiale.

L'accord de Vienne conclu dimanche a, jusqu'à maintenant, atteint son objectif, mais l'effort à consentir est énorme : réduire la production de 4 millions de barils/jour. Ce n'est qu'avec le temps que l'on pourra vraiment mesurer avec justesse la volonté des membres de l'OPEP d'« assainir » la situation et de faire échec aux « tricheurs ». Le dernier accord, celui de Genève, n'a duré qu'un an et demi.

Les pourparlers qui ont duré deux semaines auront toutefois permis d'éviter l'éclatement de l'organisa-

tion. « L'accord inclut l'Irak, l'enfant terrible de l'OPEP par les temps qui courent, et vise un plafond de production qui permettra aux prix de se raffermir jusqu'à un niveau se situant entre \$ 14 et \$ 16 US le baril », explique M. Antoine Ayoub, professeur d'économie à l'Université Laval.

Mais l'objectif de \$ 18 US, est loin d'être atteint. « Au fur et à mesure que les prix s'apprécieront, il y aura un mouvement de déstockage qui en ralentira la hausse », soutient M. Ayoub.

D'ailleurs, hier, le président de l'OPEP, M. Rilwanu Lukman, a déclaré à Londres que le prix visé « ne pourra être atteint que graduellement ». La rapidité du redressement dépendra d'une part du laps de temps nécessaire pour réduire la production au niveau fixé et, d'autre part, du degré des prélèvements sur les stocks : la remontée des prix incitera leurs détenteurs à les conserver dans l'espoir de réaliser des plus-values, mais aussi à ne pas acheter de nouvelles quantités sur le marché à plus grands frais.

Cette fois-ci, toutefois, l'accord a davantage de chance de durer. Mais certaines conditions doivent être remplies pour que la santé de l'organisme s'améliore : « Un compromis entre l'Iran et l'Irak doit être trouvé », explique M. Ayoub. L'arrêt récent des hostilités ne signifie en effet pas que la paix est retrouvée et durera. L'Irak pourrait, dans le cadre des négociations en cours entre les deux belligérants, « se servir de sa production de pétrole comme arme pour mater son voisin ».

De plus, rappelle l'économiste, « tout accord qui se veut durable doit s'appuyer sur une stratégie à long terme ». Pour éviter que les « tricheurs » se manifestent à nouveau et fassent fi des quotas qui leur ont été attribués, l'OPEP devra s'arrêter aux intérêts particuliers de tous ses membres ainsi que sur ceux des pays consommateurs.

Les divergences d'intérêt sont en effet nombreuses au sein de l'organisme : les pays du Golfe possèdent d'énormes réserves d'or noir, alors que plusieurs pays producteurs — Venezuela et Algérie entre autres

— en ont peu et ont un perpétuel et urgent besoin de liquidités qu'ils se procurent par leurs ventes de pétrole.

Les pays producteurs les plus riches n'aiment cependant pas que les

prix soient trop élevés et favorisent d'autres sources d'énergie comme substitut.

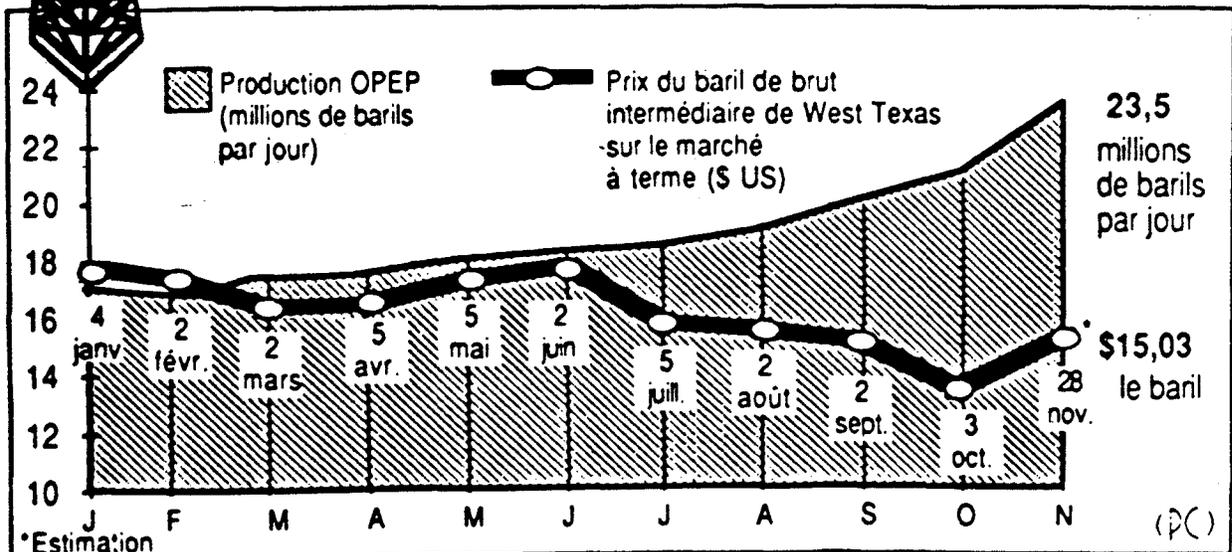
« Il faudra que les membres de l'OPEP se convainquent qu'une guerre des prix est nuisible à tous », affirme M. Ayoub, tant pour ceux qui la pratiquent que pour les compagnies et les consommateurs. Cela est d'autant plus vrai que les grands pays consommateurs veulent assurer la sécurité de leur approvisionnement à long terme.

D'autres acteurs devront cependant être pris en compte pour que la situation pétrolière mondiale se stabilise. L'OPEP ne produit en effet que 35 % du pétrole consommé. Le dialogue avec les autres pays producteurs (non-OPEP) s'impose. Déjà, l'organisation leur a fait un appel du pied qui a été bien reçu. Aucune entente formelle entre tous les pays producteurs ne régit la production pour le moment, mais ce ne saurait trop tarder. Norvège et Mexique s'y montrent favorable et les autres suivront bientôt, d'autant plus que leurs réserves commenceront à s'épuiser d'ici une décennie et, alors, la région du Golfe retrouvera son lustre d'antan.

Le retour à un baril se transigeant à \$ 18 US est cependant loin d'être assuré. Et il n'est peut-être pas nécessaire pour assurer un retour « à la santé » des pays producteurs. « À \$ 15 ou \$ 16 le baril, le pétrole retrouve sa compétitivité par rapport aux autres sources d'énergie », explique M. Ayoub.



Pétrole : les hauts et les bas ...



Source : Énergie, Mines et Ressources Canada

Pendant que la production mondiale de pétrole augmentait sans cesse, les prix fléchissaient. Le graphique trace l'évolution de la production et du prix du West Texas Intermediale.